

Transition écologique et dépenses publiques

Devant l'offensive libérale qui prône le laisser-faire de la demande au mieux et de l'offre au pire, le syndicalisme doit relever le défi de proposer des alternatives économiques et sociales donnant un horizon qui réhabilite le rôle de la dépense publique et la notion de progrès social.

En ce sens, La transition écologique propose un nouveau modèle productif à la fois créateur de richesses, générateur d'emplois, et respectueux de l'environnement et des générations futures. Cette nouvelle impulsion économique suppose de rétablir le rôle de l'Etat pour qu'il y ait des investissements publics massifs afin de promouvoir des innovations technologiques et écologiques. Ces progrès ne sont pas un palliatif technologique aux effets pervers de la croissance économique, mais bien un des leviers de l'économie du futur. La transition écologique peut apparaître coûteuse à court terme mais rentable à long terme et pose la question du bien commun. Elle doit donc profiter à tous et être juste socialement et fiscalement.

Les pistes pour la transition sont multiples : améliorer l'efficacité énergétique, penser à produire autrement de l'énergie, développer la recherche sur la question du bouquet énergétique et donc des sources d'énergie pour répondre aux besoins restants, rénover l'habitat (isolation massive et rénovation thermique du parc existant, pompes à chaleur...), développer des transports collectifs moins polluants et plus sobres en énergie, dissuader les consommations superflues en installant une taxe carbone énergie, revoir l'ensemble de notre politique de la ville en cessant de séparer les zones d'emploi et de services, des zones d'habitation...

Pour y parvenir, l'investissement public dans la recherche et la formation devra être massif afin de développer des secteurs qui permettront d'engager les activités vers la transition écologique, ainsi que la production de biens durables.

Nous ne devons par contre pas réitérer l'erreur de la marchandisation de la dette sociale. La dette écologique doit être dé-marchandiser, dé-financiariser et ne doit pas être laissée aux mains des grandes entreprises et des banques actionnaires. Les citoyens doivent reprendre la main sur l'« économie verte » pour mettre en avant ce que le capitalisme nie : le bien commun, l'égalité, le bien vivre. Et les forces sociales doivent en faire une arme pour que l'économie change de cap.

Thomas Brissaire, Pascal Faure, Stéphane Rio, UA Aix-Marseille